Turquie : chronique d'une révolte inattendue

samedi 15 juin 2013, par AYDIN Uraz, COURT Mireille, OZER Eyup, PELLETIER Robert (Date de rédaction antérieure : 13 juin 2013).

Sommaire

- Les failles de l'économie
- « On s'indigne, on s'insurge
- Tension et tentatives de (...)
- Les faiblesses de la gauche
- Les Kurdes et le soulèvement

A l'heure où nous bouclons ce dossier, les forces de répression attaquent de nouveau les occupants pacifiques de la place Taksim qui depuis 12 jours donnent le la au formidable mouvement de contestation qui secoue le pays. Un nouvel appel à manifester dans la soirée a été lancé. Erdogan choisit une nouvelle fois la répression et tente de masquer celle-ci en se disant prêt à rencontrer les opposants à son régime dictatorial. Bien que sûr de son assise sociale et politique, le gouvernement est confronté à une critique sociale et politique radicale aux ressorts encore difficiles à évaluer. Les réactions immédiates des gouvernements des États-Unis, de France et d'Allemagne, prônant dès le début des manifestations la modération dans la réponse, et la répression du gouvernement, illustrent l'importance des questions géostratégiques mises en jeu par une crise politique turque.

Enjeux économiques d'abord. Avec plus de 74 millions d'habitants, la Turquie est le troisième pays le plus peuplé d'Europe après la Russie et l'Allemagne. Avec un produit intérieur brut qui la place au deuxième rang des grands pays émergents derrière la Russie et une situation géographique décisive à l'entrée de l'Europe et au cœur du Moyen-Orient, la Turquie est une pièce maîtresse sur l'échiquier géopolitique de ce début de XXIe siècle. La bataille pour la construction de gazoducs permettant l'approvisionnement de l'Europe de l'Ouest avec le gaz russe en est l'illustration la plus visible.

Enjeux politiques et militaires. La Turquie alliée historique et tête de pont militaire des États-Unis est une pièce essentielle de la politique étatsunienne, tant dans la question palestinienne que dans les derniers développements en Syrie. « Homme malade » de l'Europe du début du XXe siècle, la Turquie et son « modèle » de développement, devenu une référence comme alliance du modernisme économique et du conservatisme moral et social, sont entrés en crise.

Les failles de l'économie turque

La formidable mobilisation démarrée contre la suppression du parc Gezi cristallise une crise inscrite dans l'évolution économique et politique de la Turquie depuis une trentaine d'années.

On est loin de la Turquie de la fin du XIXe siècle, pays sous-peuplé de moins de 10 millions

d’habitants, une économie en faillite, placée sous tutelle des grands pays européens, démembrée et occupée à l’occasion de la Première Guerre mondiale.

C’est contre cette domination que se développe la guerre d’indépendance (1919-1922) menée par Mustapha Kemal Pasha, Attatürk, père fondateur de la république et acteur décisif du développement économique de la Turquie. Le nouveau pouvoir prend ses distances tant avec ses voisins arabes qu’avec l’Islam qui lui paraît un frein aux réformes. Il abolit le califat, instaure un régime laïque et impose l’alphabet latin contre l’alphabet arabe.

Faillite, crises et coups d’État

Jusqu’aux années 1950, la République assure un développement économique basé sur une industrialisation de substitution aux importations, avec l’instauration de hautes barrières douanières. Ces efforts s’appuient sur une agriculture qui occupe 75 % de la population jusqu’aux années 50 et fournit près de la moitié du PIB.

En dépit de réelles avancées économiques et sociales, le Parti républicain du peuple, Cumhuriyet Halk Partisi (CHP) est battu aux premières élections pluralistes de 1950 par le Parti démocrate. Ce dernier, qui a gagné la confiance de la population rurale, s’engage dans une politique de privatisation des entreprises publiques et de soutien à l’agriculture. Cette politique tourne à la faillite, avec une inflation galopante, le tarissement des devises et de multiples pénuries. Les difficultés économiques et la montée de mobilisations fournissent les conditions de coups d’État militaires répétés de 1960 à 1980 avec des violences et une répression systématiques contre les syndicats, les organisations de gauche et d’extrême gauche.

Visites du pape, soutien des USA, construction de pont sur le Bosphore, premières démarches en direction de l’Union européenne, intervention militaire victorieuse à Chypre ne suffisent pas compenser les difficultés économiques. Les premiers effets de la crise économique mondiale entrent en résonance avec les erreurs économiques et l’instabilité politique du pays. En 2001, le PIB chute de près de 10 %, l’inflation atteint les 50 % et la dette 75 % du PIB.

Derrière la prospérité…

C’est dans ce contexte que le Parti pour la justice et le développement ou AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi), fondé en 2001, arrive au pouvoir en 2002 avec seulement 34 % des voix mais la majorité au Parlement. S’adressant économiquement et idéologiquement aux populations victimes de l’exode rural, il élargit son audience (47 % en 2007, 50 % en 2011) grâce à ses succès économiques : industrialisation tournée vers l’exportation (plus de 75 % des exportations totales), appuyée sur une forte dévaluation et une politique budgétaire très stricte, assainissement des finances publiques, restructuration du secteur bancaire et garantie d’indépendance de la banque centrale.

Mais la réalité de cette relative prospérité économique ne saurait faire oublier trois éléments essentiels dans le développement de la crise actuelle. Économiquement, les progrès récents reposent plus sur l’immobilier et les services et moins sur l’industrie en raison d’une compétitivité encore insuffisante. Socialement, le secteur informel emploie 40 % des actifs (25 % hors agriculture) pendant que les femmes représentent seulement 29 % de la population active. Les inégalités de développement perdurent entre l’Est et l’Ouest du pays : trois fois plus de richesse par habitant dans la région de Marmara (45 % du PIB et 31 % de la population) que dans le sud-est de l’Anatolie. Enfin politiquement, idéologiquement, l’autoritarisme du régime d’Erdogan, sa volonté de s’appuyer sur l’islam pour justifier les orientations réactionnaires, heurtent de plus en plus violemment des couches sociales imprégnées de laïcité, de liberté, en osmose avec les Indignés des États-Unis ou d’Espagne.

Robert Pelletier

« On s’indigne, on s’insurge et puis on voit »

« Stupéfaction ». Voilà plus de deux semaines que la place de Taksim est occupée par le peuple et que des dizaines de milliers de personnes défilent tous les jours malgré les brutales interventions policières dans les quatre coins du pays.

Au-delà de l’indignation et de l’espoir, la stupéfaction demeure le principal sentiment, un sentiment partagé par les protagonistes du mouvement et tout particulièrement par l’extrême gauche. En effet, malgré l’offensive néolibérale et les politiques sécuritaires, anti-démocratiques et conservatrices du gouvernement, la Turquie semblait être l’un des seuls pays de la région à ne pas être affecté par la radicalisation de masse que représentaient les révolutions arabes et les mouvements d’indignéEs sur la côte méditerranéenne.

Mais finalement la tentative du gouvernement de construire une ancienne caserne d’artillerie, un centre commercial et une résidence de luxe en détruisant un parc public en plein centre d’Istanbul, déclencha cette révolte inattendue, spontanée et pratiquement « magique » qui se déroule actuellement sous nos yeux.

Tension et tentatives de division

Pris au dépourvu, l’étonnement n’est pas moindre pour le gouvernement. Au-delà de l’accumulation de diverses causes de mécontentement, c’est principalement l’autoritarisme et l’arrogance du Premier ministre Erdogan qui provoque la résistance. Lors du séjour de ce dernier en Afrique du Nord, le vice Premier ministre Bülent Arınç et le Président de la République Abdullah Gül tentèrent de se montrer plus conciliateurs, en s’excusant pour la brutalité policière et en organisant une rencontre avec les représentants de l’initiative « Solidarité pour Taksim ». Face aux revendications, qui comprennent l’annulation du projet, la sauvegarde du parc, la démission des responsable de la violence policière et le droit de manifester sur les places publiques, le Premier ministre, même s’il semble avoir fait marche arrière à propos du centre commercial et de la résidence, réaffirme sa décision de reconstruire la caserne à Taksim.

Comme stratégie d’apaisement du mouvement, le gouvernement joue la carte de la division. D’une part, il essaye d’isoler Taksim, en faisant intervenir brutalement la police (accompagnée parfois de policiers en civil armés de bâtons) lors des manifestations se déroulant dans les autres villes (et principalement à Ankara). Parallèlement, une distinction entre « ceux qui ont sincèrement des inquiétudes environnementales » et « les voyous qui ne pensent qu’à détruire et brûler » est incessamment soulignée. D’autre part, et de façon très dangereuse, Erdogan rappelle à chaque occasion que sa base est aussi prête à se mobiliser si les manifestations perdurent. Et ceci sans cacher sa satisfaction face au slogan « laisse-nous y aller, nous écraserons Taksim ! » scandé par des milliers de sympathisants.

Potentialités et difficultés du mouvement

Entourés et ainsi « protégés » par plus d’une dizaine de barricades, Taksim et le parc Gezi sont

devenus de véritables lieux de rassemblements politiques et syndicaux, d'activités ludiques et festives, régis par ce que l'historien marxiste E.P. Thompson appelait *« une économie morale »* : interdiction de tous rapports commerciaux au sein du parc, dénommé désormais « la commune de Gezi » ; gratuité de la nourriture, de la boisson et des services sanitaires ; utilisation de l'énergie solaire dans la cuisine ; bibliothèques fonctionnant par dons ; principe de volontariat pour l'accomplissement de toute tâche et un sentiment irréductible de solidarité, de responsabilité envers l'autre, mais aussi et surtout envers la nature.

Cependant la prudence des confédérations syndicales à se mobiliser (à part quelques grèves symboliques), l'absence de formes d'auto-organisation et d'autogestion au sein de la commune, et de débats stratégiques concernant l'avenir du mouvement, sont des problèmes à souligner.

L'hétérogénéité du mouvement soulève aussi plusieurs difficultés. La sensibilité nationaliste et parfois militariste (symbolisée par l'abondance de drapeaux turcs et du slogan *« nous sommes les soldats de Mustafa Kemal »*) portée par la composante républicaine-kémaliste du mouvement, engendrent les réticences des Kurdes à y participer, malgré plusieurs appels de leurs organisations à la mobilisation. De plus, cela donne l'occasion au gouvernement et à ses intellectuels organiques de stigmatiser le mouvement de « putschiste » et de consolider ainsi sa base.

Difficile de prévoir le dénouement de la situation pour le moment, mais cette semaine peut s'avérer décisive, étant donné que le gouvernement ne peut se permettre de laisser une telle crise se perpétuer, et que les résistants de leur côté refusent de rentrer chez eux sans que les revendications soient satisfaites. Mais, dans tous les cas, une nouvelle génération a pris le goût de la liberté, expérimenté la lutte collective et saisi la nécessité de résister. Un slogan inscrit sur la place de Taksim exprime bien l'importance de cette résistance pour la transformation des consciences : *« Nous avons résisté et nous avons avorté le citoyen mort qui résidait en nous »*.

D'Istanbul, Uraz Aydin

Les faiblesses de la gauche radicale

La gauche radicale est divisée en Turquie, sans véritable pôle fort, ce qui explique le peu de visibilité de l'anticapitalisme dans les événements.

L'ODP (Parti de la Liberté et de la Solidarité). A la fin des années 90, une tentative de parti large et pluraliste, dans le cadre de l'ODP, a échoué, avec des conséquences néfastes pour chacune des composantes. L'ODP reste l'une des principales forces de la gauche radicale, mais n'est plus un parti large et pluraliste. Il se limite au groupe Dev Yol (Voie de la Révolution). La tradition de ce parti peut être considérée comme « centriste », entre réformisme radical et programme révolutionnaire.

Halkevleri (les maisons du peuple) est issue de la même tradition. Important réseau s'appuyant sur des centres sociaux et des organisations locales, elle peut prétendre devenir le centre de gravité de la gauche radicale. Ses militants actifs dans les mouvements sociaux tentent de gagner une influence dans les syndicats. Mais ils ne cherchent pas à politiser ces relations et ont renoncé à construire un parti large. Bien que très impliqués dans les manifestations actuelles, ceci les amène à soutenir le principal parti social-démocrate.

Le TKP (Parti communiste de Turquie) est le mieux organisé et le plus actif de la gauche. C'est le principal parti stalinien en Turquie, entretenant des liens étroits avec les partis communistes grec et chypriote et des relations avec Parti communiste français. Il est critiqué par la gauche, notamment en raison de son « tournant » nationaliste l'ayant conduit à former un « Front patriotique ». Ils ont une organisation de jeunesse forte et une influence dans la classe moyenne, mais un fonctionnement très bureaucratique. Malgré un nombre important de militants, son influence est très limitée : 0, 14 % des voix aux dernières élections. Des membres de leur organisation de jeunesse furent présents dans les barricades, notamment sur la place Taksim avec, comme mot d'ordre principal « ne pas obéir ». Le parti décida alors de participer aux manifestations, sans utiliser le logo du parti.

Le HDK (Congrès démocratique du peuple) est la composante la plus importante de la gauche. C'est une coalition électorale formée par le mouvement politique kurde avec de plus petits groupes de gauche, mais cela ne constitue pas un parti au sens strict du terme. En raison de l'importance de la base sociale du mouvement kurde, elle peut être considérée comme la plus grande organisation de gauche, mais ne constitue pas un cadre très organisé. Sa préoccupation principale reste la question kurde et des problèmes internes sont survenus à l'occasion du « processus de paix » entre le PKK et de gouvernement. Les groupes de gauche qui font partie de cette coalition étant petits, le mouvement kurde en est l'élément déterminant. Le président du BDP (Parti politique kurde) avait appelé, aux premiers jours des événements, à ne pas participer aux manifestations car il ne fallait pas agir avec les nationalistes. Malgré ces déclarations, les jeunes du mouvement kurde furent sur les barricades dès le premier jour.

Il y a enfin plusieurs petits groupes trotskystes correspondant aux divers courants internationaux et regroupant chacun moins d'une centaine de militants.

D'Istanbul, Eyup Ozer

Les Kurdes et le soulèvement de Taksim

« En tant que Kurdes, nous combattons depuis des années pour la libération du Kurdistan et la démocratisation de la Turquie. Notre combat dans ce sens continuera. En tant que Kurdes, nous continuerons à participer à la résistance de Gezi Park, avec notre propre identité et sous nos couleurs. » C'est en ces termes que le KCK (Union des communautés kurdes, fondé par le PKK) soutient la lutte de Taksim.

Depuis sa prison d'Imrali, Abdullah Öcalan a salué la résistance, tout en mettant en garde contre d'éventuelles dérives ou manipulations. Cette réserve est liée à la position délicate dans laquelle se trouve le PKK actuellement. Recip Erdogan a entamé il y a plusieurs mois des négociations directes avec le leader du PKK emprisonné depuis 1999, une première depuis 15 ans. L'accord conclu prévoit un cessez-le-feu et un retrait des combattants de Turquie, en échange de négociations sur une plus grande autonomie de la région kurde. Ce retrait est effectif et se déroule en ce moment même.

Négociations et prudences

Les raisons qui ont poussé Erdogan à s'engager dans ce processus sont sans doute multiples mais les deux plus évidentes sont la situation en Syrie, où la province syrienne kurde, frontalière de la

Turquie et du Kurdistan d'Irak, a de fait conquis une autonomie qu'elle n'abandonnera pas quelle que soit l'issue du conflit, et le rapprochement avec le gouvernement du Kurdistan d'Irak, Ankara cherchant à conclure des accords sur le pétrole dans la région.

Il est donc difficile pour le PKK d'attaquer de front Erdogan et l'AKP, qui par ailleurs ont mené une épuration sans précédent de l'armée, en envoyant devant les tribunaux ou à la retraite un grand nombre d'officiers supérieurs et de généraux corrompus.

La présence massive du CHP et d'autres partis nationalistes turcs dans les rassemblements de solidarité avec la révolte, comme celui de Paris, rend les militants kurdes prudents.

Mireille Court

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 199 (13/06/13). http://www.npa2009.org/